

## **Introduction à la session « Soins de santé en danger : la situation des populations en Syrie »**

*Pierre Salignon,  
Directeur général de Médecins du Monde (MDM)*

Bonjour à toutes et tous,

Madame le Professeur Dominique Kerouedan a eu la gentillesse de me demander de présider cette session de ce colloque international consacrée à la situation des populations en Syrie et en particulier la question des soins en danger. En tant que directeur général de l'organisation médicale Médecins du Monde, je tiens ici à la remercier chaleureusement pour son initiative et son invitation, ainsi que les équipes du Collège de France.

### ***Situation syrienne, problématique et enjeux pour le monde aujourd'hui***

Le conflit en Syrie nous apporte chaque jour son cortège de témoignages sur les violences contre les populations civiles et les privations dont elles font l'objet. La situation est tout simplement insoutenable, tout comme les images diffusées notamment par les réseaux sociaux, ou les témoignages rapportés par les journalistes qui tentent malgré les risques de témoigner du sort réservé aux civils. Permettez-moi de rappeler ici l'enlèvement de notre confrère, le Grand Reporter, Didier François et du photographe qui l'accompagnait, alors qu'ils faisaient leur travail et dont on est sans nouvelles depuis plusieurs semaines. En espérant qu'ils soient rapidement libres. Tout comme plusieurs travailleurs humanitaires étrangers pris en otage ces derniers mois. Les récits recueillis auprès des réfugiés syriens et des militants des droits de l'homme suffisent à prendre conscience de l'ignominie de cette tragédie. Exécutions sommaires, populations prises en otage et bombardées, personnels soignants arrêtés, torturés et exécutés, etc. Plus de 90 000 morts et plus de 2 millions de réfugiés, sans parler des personnes déplacées en masse dans leur propre pays. Pas de refuge pour se protéger. Une lutte pour la survie quotidienne. Lakhdar Brahimi, médiateur de l'ONU, parlait en février dernier de « *l'enfer* » quand les médias lui demandaient de qualifier le conflit. La Syrie, c'est un conflit asymétrique, avec un gouvernement qui utilise la terreur comme arme de guerre et d'oppression, pour abattre une révolution lancée dans les rues du pays comme un affront au régime de Damas. Sa violence est sans limite. Mais c'est aussi un conflit qui, avec le temps, se régionalise, se radicalise, avec des acteurs armés multiples, et aussi des crimes de guerre commis par tous les acteurs au conflit.

Comment est-il possible de bafouer à ce point les droits humains et le droit humanitaire international ? Comment, dans de telles conditions, croire qu'il est possible d'acheminer et de distribuer l'aide humanitaire de façon impartiale, alors que selon les endroits et selon ses destinataires, elle est même considérée comme une manifestation d'opposition et traitée comme telle ? Face aux limites posées aux secouristes étrangers pour aider les civils et pour

répondre aux dégradations continues de leurs conditions de vie, comment s'organisent les Syriens dans les zones affectées par le conflit ? Si l'acte de soigner est devenu un crime, respecter les principes de neutralité et d'impartialité si chers aux organisations humanitaires n'est-il pas tout simplement devenu vain ? C'est bien une question fondamentale alors que l'action humanitaire se retrouve piégée. Agiter le drapeau humanitaire pour faciliter l'accès aux victimes du conflit a-t-il encore un sens ?

### **Présentation des intervenants**

Pour répondre à ces questions et à bien d'autres dilemmes posés aux acteurs de la société civile, aux personnels médicaux et aux organisations de secours, cette session sera articulée autour de plusieurs présentations que j'imagine complémentaires, nous permettant, je l'espère, d'appréhender différentes perspectives et points de vue.

D'abord la parole sera donnée à **Madame Bassma Kodmani, directrice de l'Initiative Arabe de Réforme**, un consortium d'instituts de recherche du monde arabe travaillant en partenariat avec des instituts européens et américains sur les questions de réforme et de transition démocratique dans le monde arabe. Maître de conférence à l'Université Paris I Sorbonne et Marne La Vallée, elle a pris une part active à la fondation du Conseil national syrien en 2011 dont elle a intégré le comité exécutif. Son intervention sera consacrée aux réseaux d'aide locaux à l'intérieur de la Syrie, et cette société civile « qui s'organise en dehors de l'Etat », c'est le titre de son intervention, pour faire face aux conséquences humaines de la guerre. Je la cite : *« Devant l'exigence de transparence qu'on leur impose, les Syriens seraient en droit de demander des comptes à la communauté internationale sur la répartition et la distribution des fonds déclarés et alloués à la Syrie »*.

**Philippe Ryfman** interviendra ensuite. Il est lui **professeur et chercheur associé au Département de Science politique et au Centre européen de sociologie de la Sorbonne, Université Paris I**, Panthéon-Sorbonne. Il a publié récemment plusieurs tribunes dans la presse française concernant la guerre en Syrie, notamment dans Le Monde le 30 janvier 2013 : *« Les Syriens ne peuvent plus attendre »*. Son intervention sera centrée sur les responsabilités des acteurs de l'aide humanitaire internationale vis à vis de la population civile syrienne. Je le cite : *« Le degré de l'aide n'est absolument pas rehaussé comme il le devrait. Cette situation est inacceptable et la population syrienne à l'intérieur comme à l'extérieur ne peut plus attendre encore des décisions systématiquement retardées »*.

Nous écouterons le témoignage de terrain du **Docteur syrien Claude Chami**, chef de service de chirurgie de l'hôpital de Romorantin, qui évoquera ses séjours récents en tant que « médecin humanitaire en Syrie ».

**Enfin, le Docteur Eric Chevalier, Ambassadeur de France en Syrie**, mais surtout « *ambassadeur de guerre* » et « *diplomate de terrain* » selon le journal du dimanche le 22 septembre 2012, donnera pour sa part son point de vue et celui du Ministère des Affaires étrangères, dans cette phase si particulière de la crise, alors que la France, soutenue désormais par les Etats-Unis, souligne avec la découverte de l'usage d'armes chimiques, que « *la ligne rouge est franchie* ».

Sans que l'on sache toujours réellement encore ce que cela veut pratiquement dire. Il nous parlera plus particulièrement des « *Médecins libres de Syrie, victimes et héros au cœur du conflit* ».

Avant de leur donner la parole, permettez-moi plusieurs remarques.

## **Observations**

Disons d'abord que **l'aide humanitaire n'est pas absente de ce conflit**.

Elle est d'abord mise en oeuvre par les syriens eux mêmes. Qui s'organisent au travers de réseaux de proximité, familiaux, confessionnels ou communautaires, pour faire face aux conséquences des violences armées. Nous en reparlerons.

Ensuite, comme on peut s'en douter dans un tel contexte d'intervention, l'assistance internationale "*officielle*", celle déployée via Damas par les Nations Unies, le Comité International de la Croix Rouge en lien avec le Croissant Rouge syrien et certaines ONG, se retrouvent contrôlée et manipulée par le régime pour servir ses intérêts. Peu importe qu'elle soit nécessaire. Mais en Syrie, à ce stade du conflit, assister et soigner toutes les victimes sans discrimination est une gageure dans un contexte particulièrement répressif et machiavélique. Il faut reconnaître cette réalité pour se rendre compte des défis qui sont devant nous.

Le débat sur comment rétablir l'équilibre de l'assistance humanitaire notamment dans les zones contrôlées par les insurgés est lui tout aussi important. Car il permet cette fois ci de mettre à jour un double discours, celui de la communauté des Etats influents de la scène internationale, qui se revendiquent bien souvent "*les amis de la Syrie*". Ils réclament la fin du conflit, et pour certains, le départ du dictateur meurtrier, pourraient demain armer l'opposition, mais dans le même temps, se refusent à soutenir l'acheminement massif des secours dans les zones dites libérées ou en voie de l'être... de peur de ne pas pouvoir contrôler sa destination ou que l'aide soit manipulée par les groupes armés, cette fois ci de l'opposition, notamment les plus extrémistes.

Ce qui serait acceptable à Damas ne le serait pas ailleurs dans le pays ?

Ceci dit, reconnaissons que si la dégradation des conditions de survie est tragique, ce n'est pas un simple rééquilibrage de l'aide qui mettra terme aux souffrances des Syriens. Nous l'avons appris à nos dépens à Médecins du Monde ces derniers mois. Dès le début des violences, alors que MDM était présent de longue date dans la région d'Alep, le gouvernement syrien a refusé de renouveler nos autorisations de séjour. Nous étions donc condamnés à intervenir hors de Syrie. Ce que nous faisons depuis près de 2 ans, dans les pays limitrophes, en Jordanie, au Liban et en Turquie, prenant ici en charge des réfugiés fuyant les violences, appuyant là un centre de rééducation pour des blessés mis en place par un réseau de médecins syriens, ou des postes de santé, soignant des familles traumatisées. Mais cela reste insuffisant puisque la majorité des populations sous le feu sont en Syrie.

Alors, très vite, nous avons soutenu des médecins syriens, des civils, qui sont venus à nous, et

qui, clandestinement, organisent des secours aux blessés et aux malades comme ils le peuvent. Des médecins de la diaspora mais pas uniquement. Ces confrères risquent leurs vies quotidiennement, se cachent pour soigner dans des centres de santé clandestins. Nous leur fournissons, au côté de l'aide déployée par nos collègues de Médecins Sans Frontières notamment, des médicaments, du matériel de soins et de chirurgie, du matériel de première nécessité. A côté des blessures de guerre, d'autres pathologies doivent aussi être traitées en faveur des femmes enceintes, des jeunes enfants déplacés, sans oublier les maladies chroniques. Un travail de fourmi dans un océan de besoin.

Certains bailleurs étatiques se sont refusés pendant de longs mois à financer ces actions menées directement par des confrères syriens, par peur d'être accusés d'ingérence, ou faute de leur faire confiance. Ce sont donc des fonds privés de l'association que nous mobilisons et qui permettent de soutenir ces "héros" ordinaires avec qui nous avons tissé des relations de travail et de confiance. Alors que la situation dans le nord du pays rendait possible des séjours dans des zones échappant au contrôle du régime, nous avons franchi la frontière ponctuellement, pour appuyer des centres de soins dans des camps de déplacés mis en place en Syrie même. Sans que les déplacés puissent aller plus loin. Des infirmières et des médecins syriens y assurent des consultations avec notre aide dans des conditions difficiles, parfois victimes d'intimidations et d'enlèvements, comme certains secouristes étrangers d'ailleurs. A défaut d'être présents de façon continue sur le terrain ou de nous rendre à Alep ou à Homs, nous y faisons parvenir des médicaments.

Mais face à cette tragédie et son lot quotidien de morts et de blessés, et alors aussi que les rapports de force sur le terrain sont fragiles et changent vite, alors que les conditions de sécurité se dégradent, nous ne pouvons toujours pas nous satisfaire des actions que nous avons lancées. C'est pourquoi il est aussi important de témoigner de ce que nous vivons, ce que nous voyons, ce que nous entendons. En juillet dernier, nous avons diffusé un appel relayé par les réseaux sociaux pour dénoncer les violences contre les civils, les blessés et le personnel médical. Et rappeler les principes de la mission médicale. Puis l'impossibilité d'avoir accès aux zones de combats et de violences pour aider ceux qui en ont besoin. Nous n'acceptons toujours pas que les hôpitaux soient bombardés ou deviennent des lieux de torture ou d'assassinat. Nous n'acceptons pas que des médecins soient assassinés par ce qu'ils soignent des blessés. Nous n'acceptons pas de ne pouvoir porter secours à ceux qui en ont besoin. Un an plus tard, force est de constater que rien n'a changé et que la situation ne cesse de se dégrader, les conditions de survie sont encore plus terribles et la capacité à intervenir pour aider les syriens reste insuffisante. Alors que nous poursuivons nos actions comme nous le pouvons, alors que nous essayons de nous adapter au quotidien, nous ne pouvons aujourd'hui encore que renouveler notre appel à faire taire les armes pour renforcer l'assistance et atteindre ceux qui en ont besoin. Halte au feu ! Décréter une trêve serait déjà un progrès. Pourquoi renouveler jusqu'à l'absurde cette demande ? Et bien parce que refuser l'accès aux secours est un autre crime de ce conflit que nous devons dénoncer. Rester silencieux, ce serait devenir complice d'une tuerie. Et c'est sans oublier aussi l'obligation qu'a la communauté internationale de renforcer l'accueil et l'assistance aux réfugiés dans les pays limitrophes, mais aussi plus largement en Europe. Faute de solution politique au conflit, au moins, assurons-nous que ce qui le souhaitent puissent quitter leur pays pour se protéger des violences.

Je m'arrête ici. Merci de votre écoute.

Je donne maintenant la parole à Madame Bassma Kodmani.